

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 20220704-DEC-DAEN0578 du 01 AOUT 2022
portant mise en demeure
Société SOLE MIO à MALISSARD

La Préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L.171-6 et L.171-8 et son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral n°02-2777 du 19 juin 2002 modifié autorisant les installations de la société SOLE MIO dont le siège social est situé Zone artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), localisées à cette même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} octobre 2021 modifiant les prescriptions applicables ;

Vu l'article 9.7.11 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose : « [...]Une redondance de la mesure de maîtrise des risques « ventilateur » est assurée pour le skid 148kg d'ammoniac.[...] » ;

Vu l'article 9.7.8 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose : « Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente ; désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.[...] » ;

Vu le rapport de visite d'inspection de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2022 ;

Vu la consultation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté, par courriel le 12 juillet 2022 et sa réponse reçue le 28 juillet 2022 ;

Considérant que l'inspection a constaté lors de la visite du 15 novembre 2021 que l'exploitant n'a pas justifié de la redondance de la mesure de maîtrise des risques « ventilateur » sur le « skid NH₃ 148 kg » ;

Considérant que l'inspection a constaté lors de la visite du 4 juillet 2022 que l'exploitant n'est toujours pas en mesure de fournir ces justificatifs ;

Considérant que l'inspection a constaté lors de la visite du 4 juillet 2022 que le « skid NH₃ 148 kg » a subi des modifications importantes et un arrêt prolongé et que la vérification complète de l'installation par une personne ou une entreprise compétente n'a pas été présentée à l'inspection ;

Considérant que le groupe froid fonctionnant à l'ammoniac « skid NH₃ 148 kg » est situé en limite de site ;

Considérant les risques toxiques liés à la dispersion accidentelle d'ammoniac ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOLE MIO de respecter les prescriptions des articles 9.7.11 et 9.7.8 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1:

La société SOLE MIO (n° SIRET 31857058700036), dont le siège social est situé Zone Artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), pour son établissement implanté à cette même adresse, est mise en demeure, dans les plus brefs délais et au plus tard d'ici le 30/09/2022, de respecter l'article 9.7.11 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé en justifiant de la redondance de la mesure de maîtrise du risque « ventilateur » sur le « skid NH₃ 148 kg » tel que prévu par l'étude de dangers.

Article 2:

La société SOLE MIO (n° SIRET 31857058700036), dont le siège social est situé Zone Artisanale du Guimand à MALISSARD (26120), pour son établissement implanté à cette même adresse, est mise en demeure, dans les plus brefs délais et au plus tard d'ici le 30/09/2022, de respecter l'article 9.7.8 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 susvisé en justifiant de la vérification complète de l'installation « skid NH₃ 148 kg » par une personne ou une entreprise compétente.

Article 3:

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er et à l'article 2 dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4:

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 5 :


Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant et au maire de MALISSARD.

Fait à Valence, le **01 AOUT 2022**

La préfète,


~~Pour la Préfète et par délégation~~
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H

